

Le dialogue continue entre Gitega et Bruxelles en vue d'une levée des sanctions

RFI, 23/06/2021 Au Burundi, le chef de la diplomatie Albert Shingiro et l'ambassadeur de l'Union européenne Bochum entourés de ses collègues des États membres vont reprendre ce mercredi matin dans un grand hôtel de Bujumbura, le dialogue politique en vue de la levée des sanctions prises contre Gitega en 2016. Ce dialogue, au point mort depuis lors a repris en février, à la suite de l'accession au pouvoir du successeur de Nkurunziza.

Objectif affiché pour ce nouveau round de négociations, tenter de conclure le plus rapidement possible un dialogue politique qui a repris il y a peine près de six mois, mais qui a déjà franchi une première étape avec la décision des groupes d'experts de Bruxelles de lancer le processus qui va conduire à terme, à une levée des sanctions budgétaires contre le gouvernement burundais. En 2016, ces sanctions avaient contribué à l'aggravation de la crise de la décision de l'ancien président, aujourd'hui défunt, Pierre Nkurunziza, de briguer un troisième mandat, une année plus tard. Le pouvoir burundais était alors engagé dans une répression sanglante qui a poussé à l'exil les principales figures de l'opposition, de la société civile et des médias, selon l'ONU. C'est dans ce contexte que l'Union européenne et ses États membres ont fait le pari que l'imposition de sanctions devrait ramener à la raison les dirigeants du Burundi, alors classé parmi les cinq pays les plus pauvres du monde. Il n'en a finalement rien été. Gitega s'est plutôt radicalisé et a cherché d'alliance en se tournant vers la Chine et la Russie, qui lui ont apporté un soutien sans failles dans les instances internationales, reconnaissant aujourd'hui des diplomates. Situation difficile Cinq ans plus tard, la situation a radicalement changé. Le nouveau chef de l'État burundais, Ndayishimiye, a hérité d'un pays devenu aujourd'hui le plus pauvre du monde et dont l'économie est bord du gouffre. Alors que du côté européen, on est à la recherche d'un levier qui permette de peser de nouveau sur ce régime. Chaque partie a donc accepté de mettre un peu d'eau dans son vin. C'est un « pas important » qui a été franchi grâce à des évolutions positives qui ont été initiées par Ndayishimiye en termes de bonne gouvernance, de respect de droit et des droits de l'homme, s'est réitéré lundi, juste après lui avoir annoncé « la bonne nouvelle ». Mais il prévient : « C'est une étape nécessaire mais pas suffisante », avant de rappeler que d'autres progrès sont espérés au cours des mois. Les autorités attendues au tournant par l'UE Gitega est donc attendue sur des sujets tels que l'ouverture de l'espace politique, la liberté des médias, une renaissance de la société civile ou encore l'épineuse question des quotas ethniques aux ONG internationales. Les ONG internationales et locales des droits de l'homme justement, ont annoncé une annonce préliminaire, en accusant le pouvoir burundais de faire des gestes plutôt « symboliques » tout en continuant à commettre de graves violations des droits humains. L'Union européenne en est consciente, selon un de ses diplomates. Mais c'est le prix à payer selon lui, pour avoir de nouveau un levier contre un pouvoir qui s'était montré intransigent jusqu'ici. La balle est donc dans le camp du pouvoir burundais, qui doit donner de nouveaux gages à son principal bailleur de fonds européen.